

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 14 MARS 1912.

Projet de loi augmentant le personnel du parquet des Cours de cassation et d'appel ainsi que le personnel des tribunaux de première instance d'Anvers, de Liège et de Huy.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Quelle que soit l'activité des cours et des tribunaux, le nombre toujours croissant des affaires leur rend de plus en plus difficile l'accomplissement de leur tâche. Pour y pouvoir suffire, plusieurs juridictions réclament le renforcement de leur personnel. Le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations consacre celles de ces augmentations qu'il ne semble pas possible de différer davantage.

*
* *

L'article premier crée une troisième place d'avocat général à la Cour de cassation. Cette mesure s'impose. Le parquet général est toujours réduit au même personnel qu'au moment de l'organisation de la Cour, en 1832. Or, depuis quatre-vingts ans, la population du Royaume a plus que doublé; le nombre des chambres correctionnelles a été augmenté dans presque tous les tribunaux; la mise au point des lois nouvelles est devenue de plus en plus difficile, la multiplicité des entreprises commerciales, le régime des sociétés anonymes, la législation sociale, les affaires fiscales ont fait naître une série de questions compliquées.

En envisageant l'activité de la Cour de cassation aux deux périodes extrêmes de son existence, nous constatons que la moyenne des neuf premières années était de 129 affaires, tandis que celle des neuf dernières

s'élève à 580, c'est-à-dire à plus de quatre fois autant. De pareils chiffres se passent de commentaire. Quels que soient le dévouement et le talent déployés par les magistrats du ministère public près de la Cour suprême, le moment peut venir où ils fléchiraient sous la tâche trop lourde. En tout cas, leurs fonctions sont trop difficiles et trop importantes pour qu'on puisse réclamer d'eux un surmenage quelconque. Dès lors, il est nécessaire de leur adjoindre un collaborateur nouveau.

*
* *

L'article 2 crée une nouvelle place d'avocat général à chacune des Cours d'appel.

A Bruxelles, il a fallu à diverses reprises, en dernier lieu, par les lois du 17 août 1903 et 5 mars 1906, prendre des mesures en vue de diminuer l'arriéré des affaires pendantes devant la Cour et, notamment, augmenter d'une unité le personnel du parquet général. Le tableau suivant vous renseignera sur l'activité de cette Cour pendant ces dix dernières années :

COUR D'APPEL DE BRUXELLES.

Affaires civiles.

ANNÉES.	Affaires jugées.	Affaires communiquées au ministère public.
1899-1900.	670	364
1900-1901.	616	337
1901-1902.	643	306
1902-1903.	605	337
1903-1904.	753	412
1904-1905.	701	370
1905-1906.	710	396
1906-1907.	941	472
1907-1908.	868	448
1908-1909.	805	443
1909-1910.	686	379
1910-1911.	780	451

Affaires répressives.

ANNÉES.	Affaires nouvelles inscrites.	Affaires jugées.	Arrêts rendus par la Chambre des mises en accusation.	Affaires jugées par les Cours d'assises.
1899-1900	1,768	1,639	619	53
1900-1901	1,586	1,652	630	53
1901-1902	1,694	1,433	690	45
1902-1903	1,825	1,691	544	37
1903-1904	1,699	2,086	617	44
1904-1905	1,640	1,760	644	37
1905-1906	1,734	1,698	561	47
1906-1907	1,928	1,930	787	51
1907-1908	1,793	1,655	951	26
1908-1909	1,707	1,848	1,085	45
1909-1910	1,881	1,923	964	45
1910-1911	2,084	1,967	1,072	33

Un coup d'œil sur ces chiffres nous amène à trois premières constatations. Deux fois, au cours de cette décade d'années, le nombre des affaires jugées par la Cour s'est relevé très brusquement : dans l'année judiciaire 1903-1904 et dans l'année judiciaire 1906-1907. Comparant les chiffres de la première à ceux de l'année judiciaire qui l'a précédée, nous voyons le nombre des affaires civiles jugées par la Cour monter de 605 à 753, celui des affaires communiquées au ministère public de 337 à 412. Pour les affaires répressives, le bond est encore plus considérable : de 1,691 à 2,086. Enfin, le nombre des arrêts rendus par la Chambre des mises en accusation passe de 544 à 617. La comparaison entre les chiffres des années judiciaires 1905-1906 et 1906-1907 accuse un phénomène semblable : le nombre des jugements civils monte de 710 à 941, celui des affaires communiquées au ministère public de 396 à 472, celui des jugements répressifs de 1,698 à 1,930 ; enfin celui des arrêts rendus par la

Chambre des mises en accusation de 561 à 787. S'il résulte de ces chiffres que les lois de 1903 et de 1906 ont produit des résultats sérieux, il en faut conclure aussi que ces résultats n'ont pourtant pas été définitifs. Depuis 1906, malgré toute l'activité de la Cour, la progression des affaires répressives est telle, que l'arriéré correctionnel menace de se reformer à bref délai : déjà dans l'année judiciaire 1907-1908, 1,793 nouvelles affaires pénales ont été inscrites, tandis que 1,655 seulement ont été jugées ; en 1910-1911, 2,084 affaires sont portées au rôle, et la Cour n'en juge que 1,967.

D'autre part, si le nombre des avocats généraux a été augmenté en même temps que celui des chambres, cette augmentation du personnel n'a guère eu d'influence sur le service proprement dit du parquet, lequel incombe surtout aux substituts du procureur général. De plus, ceux-ci ont été appelés fréquemment à remplacer à l'audience civile ou correctionnelle les avocats généraux malades ou empêchés par d'autres services.

Un seul chiffre, emprunté à une lettre de M. le Procureur général de Bruxelles, fera sentir combien le travail intérieur du parquet a augmenté. En 1877, le nombre des pièces à l'entrée et à la sortie a été respectivement de 19,926 et 20,644 ; en 1904, le nombre s'est élevé à 55,245 et 72,263, et en 1911, aux chiffres énormes de 68,443 et 90,098.

Le Gouvernement se croit pareillement obligé de faire droit aux demandes que MM. les Procureurs généraux ont renouvelées à diverses reprises, en vue d'obtenir la création d'un nouveau siège d'avocat général aux Cours d'appel de Liège et de Gand. Si l'on songe que le personnel de ces Cours n'a plus été modifié depuis 1881, la seule augmentation de la population fera comprendre combien a dû s'aggraver la besogne qui leur incombe.

Du reste, les chiffres établissent que la progression des affaires est sensible en matière civile et qu'elle est énorme en matière répressive. Pour ne remonter qu'à vingt ans, à la Cour d'appel de Liège, en 1890-1891, il a été jugé 285 affaires civiles et 435 affaires pénales contre 340 affaires civiles et 1,196 affaires pénales en 1910-1911 ; à la Cour d'appel de Gand, il a été jugé 123 affaires civiles et 549 affaires pénales en 1890-1891, contre 179 affaires civiles et 1,208 affaires pénales en 1910-1911. Le cours naturel des choses ne peut manquer d'amener une nouvelle progression des affaires. Il y a là une marée, tantôt forte, tantôt faible, qui parfois même semble un peu en recul, mais qui finit toujours par monter, et monter encore. On peut s'en rendre compte par l'examen des tableaux suivants, qui n'ont trait qu'à ces dix dernières années :

COUR D'APPEL DE LIÈGE

Affaires civiles.

ANNÉES.	Affaires jugées.	Affaires communiquées au ministère public.
1899-1900.	276	147
1900-1901.	302	168
1901-1902.	292	168
1902-1903.	294	164
1903-1904.	285	168
1904-1905.	292	163
1905-1906.	302	175
1906-1907.	327	193
1907-1908.	311	176
1908-1909.	310	185
1909-1910.	323	195
1910-1911.	340	219

Affaires répressives.

ANNÉES.	Affaires nouvelles introduites.	Affaires jugées.	Arrêts rendus par la Chambre des mises en accusation.	Affaires jugées par les Cours d'assises.
1899-1900	843	853	156	31
1900-1901	834	812	155	17
1901-1902	859	844	221	26
1902-1903	936	966	172	13
1903-1904	1,191	1,194	176	26
1904-1905	858	841	164	14
1905-1906	1,105	1,060	130	30
1906-1907	884	925	161	22
1907-1908	960	996	188	17
1908-1909	1,091	1,020	247	18
1909-1910	1,023	1,030	392	12
1910-1911	1,201	1,196	272	20

COUR D'APPEL DE GAND.

Affaires civiles.

ANNEES.	Affaires jugées.	Affaires communiquées au ministère public.
1899-1900.	134	65
1900-1901.	143	55
1901-1902.	142	103
1902-1903.	176	118
1903-1904.	182	107
1904-1905.	166	113
1905-1906.	215	152
1906-1907.	205	129
1907-1908.	187	121
1908-1909.	215	136
1909-1910.	191	121
1910-1911.	179	106

Affaires répressives.

ANNEES.	Affaires nouvelles introduites.	Affaires jugées.	Arrêts rendus par la Chambre des mises en accusation.	Affaires jugées par les Cours d'assises.
1899-1900	1,000	986	226	38
1900-1901	976	989	156	51
1901-1902	1,012	993	199	29
1902-1903	954	931	190	32
1903-1904	1,104	1,150	188	26
1904-1905	1,065	1,113	232	26
1905-1906	1,031	1,053	154	23
1906-1907	1,169	1,104	168	12
1907-1908	1,012	937	148	15
1908-1909	1,109	955	90	33
1909-1910	1,020	1,196	222	28
1910-1911	1,145	1,205	214	16

Déférant au désir exprimé par la Section centrale qui a examiné le Budget de la Justice pour l'exercice 1912, le Gouvernement propose la création d'une sixième chambre au tribunal de première instance d'Anvers.

Cette création se justifie par le nombre toujours croissant des affaires civiles plaidées devant ce tribunal, et par l'importance de l'arriéré qui va augmentant sans cesse. Le chiffre des affaires correctionnelles nouvelles est monté de 3,371, en 1880-1881, à 4,649, en 1910-1911; celui des affaires civiles nouvelles, de 789 en 1880-1881, à 1,734 en 1910-1911. Quant à l'arriéré, nous le voyons passer, pendant la même période, de 746 à 1,437 affaires correctionnelles et de 260 à 2,348 affaires civiles.

Déjà le législateur s'est préoccupé de cette situation. La loi du 18 août 1907, en vue de faciliter la constitution d'une chambre temporaire, a créé, au tribunal de première instance d'Anvers, deux places de juge; les lois du 3 août 1909 et du 12 août 1911 ont augmenté le personnel du parquet d'un substitut du procureur du Roi.

Le tribunal d'Anvers comprend ainsi, à l'exception d'un vice-président et de deux juges suppléants, le personnel nécessaire pour constituer une chambre complète.

L'article 3 du projet, en créant cette chambre, ne fait que régulariser une situation de fait. Son adoption permettra au tribunal de disposer de tout l'effectif utile pour assurer l'expédition des affaires.

*
* *

L'article 4 du projet augmente d'un juge et d'un juge suppléant le personnel du tribunal de première instance de Huy. Le chiffre et l'importance des affaires qui lui sont soumises justifient cette augmentation de personnel, qui a été fréquemment sollicitée au cours de ces dernières années et dont la Chambre a été saisie, à diverses reprises, lors de la discussion du Budget de la Justice.

Le tribunal de première instance de Huy ne comprend qu'une seule chambre. Son personnel se compose d'un président, de trois juges, d'un procureur du Roi et d'un substitut du procureur du Roi. Il connaît non seulement des affaires civiles et répressives, mais encore des affaires commerciales. Pendant l'année 1910, le tribunal de Huy a rendu 427 jugements correctionnels; 240 affaires civiles nouvelles ont été introduites, et le tribunal a rendu 180 jugements civils; 312 affaires commerciales nouvelles ont été inscrites au rôle; 226 jugements ont été rendus.

La création d'une place de juge et d'une place de juge suppléant permettra aux juges qui sont surchargés, de se faire assister, pour la tenue des enquêtes et pour divers devoirs d'instruction, par un nouveau collègue. Elle facilitera la tenue d'audiences supplémentaires en vue de faire disparaître un arriéré inquiétant au point de vue de la bonne marche des affaires.

Quant au parquet du tribunal de première instance de Liège, sa besogne ne cesse de s'accroître, surtout celle de « l'intérieur », qui comprend toutes

les affaires ne se rattachant pas directement à une poursuite. Ces affaires ont atteint, en 1911, le chiffre de 3,110. Ne pouvant suffire seul à un pareil travail, M. le procureur du Roi a été obligé d'attacher à son cabinet le substitut nominalement attaché à la 4^e chambre. Le service de ce dernier à la 4^e chambre a été confié à des juges suppléants. Une pareille situation ne pouvant perdurer, il est urgent de créer au tribunal de Liège une nouvelle place de substitut du procureur du Roi.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

Projet de loi augmentant le personnel du parquet des Cours de cassation et d'appel ainsi que le personnel des tribunaux de première instance d'Anvers, de Liège et de Huy.

Ontwerp van wet tot vermeerdering van het parket der Hoven van verbreking en van beroep, alsmede van het personeel van de rechtbanken van eersten aanleg te Antwerpen, te Luik en te Hoei.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 121 de la loi du 18 juin 1869 est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonctions du ministère public sont exercées à la Cour par un procureur général et trois avocats généraux. »

ART. 2.

Il est créé un nouveau siège d'avocat général à chacune des Cours d'appel de Bruxelles, de Gand et de Liège.

ART. 3.

Il est créé une sixième chambre au tribunal de première instance d'Anvers.

Le personnel de ce tribunal est augmenté d'un vice-président et de deux juges suppléants.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 121 der wet van 18 Juni 1869 is door de volgende bepaling vervangen :

« Het ambt van openbaar ministerie wordt bij het Hof waargenomen door een procureur-generaal en drie advocaten-generaal. »

ART. 2.

Eene nieuwe plaats van advocaat-generaal is opgericht bij ieder der Hoven van beroep te Brussel, Gent en Luik.

ART. 3.

Eene zesde kamer is opgericht bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen.

Het personeel van deze rechtbank is met één ondervoorzitter en twee plaatsvervangende rechters vermeerderd.

ART. 4.

Le personnel du tribunal de première instance de Huy est augmenté d'un juge et d'un juge suppléant; celui du tribunal de première instance de Liège, d'un substitut du procureur du Roi.

Donné à Antibes, le 11 mars 1912.

ART. 4.

Het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Hoei is vermeerderd met één rechter en één plaatsvervangend rechter; het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Luik, met één substituut-procureur des Konings.

Gegeven te Antibes, den 11^a Maart 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MAART 1912.

Ontwerp van wet tot vermeerdering van het parket der Hoven van verbreking
en van beroep, alsmede van het personeel van de rechtbanken van eersten
aanleg te Antwerpen, te Luik en te Hoei.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Hoe werkzaam de hoven en de rechtbanken zich ook betoonen, door het steeds aangroeien der zaken wordt met den dag de hun opgelegde taak moeilijker te vervullen. Om hierin te kunnen voorzien wordt door verschillende rechtscolleges gevraagd dat hun personeel versterkt zou worden. Het wetsontwerp dat de Regeering de eer heeft U ter behandeling aan te bieden, bewilligt die vermeerderingen, welke niet langer meer schijnen uitgesteld te kunnen worden.

*
* *

Bij het eerste artikel wordt eene derde plaats van advocaat-generaal bij het Hof van verbreking opgericht. Dat deze maatregel zich opdringt mag gezegd worden. Het parket-generaal telt nog altijd niet meer personeel dan toen het Hof, in 1832, vóór nu bijna tachtig jaren, werd ingericht. Sedert dien is het bevolkingscijfer van het Rijk ruim verdubbeld; het getal der boetstraffelijke kamers werd in haast al de rechtbanken vermeerderd; het bepalen van het juist begrip der nieuwe wetten is hoe langer hoe moeilijker geworden; de veelheid der handelsondernemingen, het regiem der naamlooze vennootschappen, de sociale wetgeving, de fiskale zaken, hebben eene reeks ingewikkelde vraagstukken doen ontstaan.

Wanneer wij de werkzaamheid van het Hof van verbreking op de twee tijdsuitersten van zijn bestaan beschouwen, komen wij tot de bevinding dat het gemiddeld zakencijfer der eerste negen jaren 129, terwijl dat der

negen laatste jaren 580 bedraagt, m. a. w. ruim viermaal zooveel. Bij zulke cijfers zijn is commentaar overbodig. Hoe groot de plichtsbetrachting en het talent, door de magistraten van het openbaar ministerie bij het Hooge Hof aan den dag gelegd, ook weze, er kan een oogenblik komen dat zij onder de al te zware taak zwichten. In elk geval, hun ambt is te moeilijk en te gewichtig om van hen te mogen eischen dat zij een al te zwaren last op zich zouden nemen. Dienten gevolge is het noodig geworden dat een nieuw medewerker hun worde toegevoegd.

*
* *

Bij artikel 2 wordt eene nieuwe plaats van advocaat-generaal bij ieder der Hoven van beroep opgericht.

Te Brussel zijn op verschillende tijdstippen, en het laatst bij de wetten van 17 Augustus 1903 en 5 Maart 1906, maatregelen moeten genomen worden tot bestrijding van den justitieelen achterstand bij het Hof, en namelijk is het personeel van het parket-generaal met eene eenheid versterkt moeten worden. De volgende tabel geeft u een overzicht van de werkzaamheid van dat Hof gedurende de laatste tien jaren :

HOF VAN BEROEP TE BRUSSEL.

Burgerlijke zaken.

JAREN.	Beslechte zaken.	Zaken waarvan mededeeling werd gedaan aan het openbaar ministerie.
1899-1900.	670	364
1900-1901.	616	337
1901-1902.	613	306
1902-1903.	605	337
1903-1904.	753	412
1904-1905.	701	370
1905-1906.	710	396
1906-1907.	941	472
1907-1908.	868	448
1908-1909.	803	443
1909-1910.	686	379
1910-1911.	780	451

Beteugelende zaken.

JAREN.	Ingeschreven nieuwe zaken.	Beslechte zaken.	Arrestengewezen door de Kamer van inbeschuldiging- stelling.	Zaken door de Hoven van assisen beslecht.
1899-1900	1,768	1,639	619	33
1900-1901	1,586	1,652	630	53
1901-1902	1,694	1,433	690	45
1902-1903	1,825	1,691	544	37
1903-1904	1,699	2,086	617	44
1904-1905	1,640	1,760	644	37
1905-1906	1,734	1,698	561	47
1906-1907	1,928	1,930	787	51
1907-1908	1,793	1,655	951	26
1908-1909	1,707	1,848	1,085	45
1909-1910	1,881	1,923	964	45
1910-1911	2,084	1,967	1,072	33

Eene eenvoudige kennismaking met deze cijfers leidt ons tot drie eerste bevindingen. Tweemaal, in den loop van deze tien jaren, steeg het getal der door het Hof beslechte zaken op zeer bruuske wijze : tijdens het rechterlijk jaar 1903-1904 en tijdens het rechterlijk jaar 1906-1907. Bij vergelijking van de cijfers van dit eerste jaar met die van het rechterlijk jaar dat er aan voorafging, bemerken wij dat het getal der door het Hof beslechte burgerlijke zaken van 605 tot 753, en het getal der zaken waarvan aan het openbaar ministerie mededeeling werd gedaan, van 337 tot 412 gestegen is. Voor de beteugelende zaken is de sprong nog aanzienlijker : van 1691 tot 2086. Ten slotte, het getal der door de Kamer van inbeschuldigingstelling gewezen arresten is van 544 tot 617 geklommen. De vergelijking tusschen de cijfers van de rechterlijke jaren 1905-1906 en 1906-1907 geeft een zelfde verschijnsel te aanschouwen : het getal der burgerlijke vonnissen stijgt van 710 tot 944, dat der zaken, waarvan aan het openbaar ministerie mededeeling werd gedaan, van 396 tot 472,

dat der beteugelende vonnissen van 1698 tot 1930, en ten slotte, dat der door de Kamer van inbeschuldigingstelling gewezen arresten van 561 tot 787. Volgt uit deze cijfers dat de wetten van 1903 en 1906 ernstige resultaten hebben afgeworpen, er blijkt toch ook uit dat deze resultaten niet afdoende zijn geweest. Sedert 1906, ondanks al de werkkraft van het Hof zijn de beteugelende zaken zoo zeer van jaar tot jaar geklommen dat wij ermede bedreigd zijn, binnen kort weer een achterstand in boetstraffelijke zaken te zien ontstaan : reeds werden in het rechterlijk jaar 1907-1908, 1793 nieuwe boetstraffelijke zaken ingeschreven, terwijl er slechts 1655 werden beëindigd, in 1910-1911 zijn 2084 zaken op de rolle gebracht en het Hof heeft slechts in 1967 zaken uitspraak gedaan.

Anderzijds, werd het getal der advocaten-generaal samen met het getal der Kamers vermeerderd, deze personeelsvermeerdering bleef om zoo te zeggen zonder invloed op den eigenlijken dienst van het parket, waar vooral de substituten-procureur-generaal voor instaan. Bovendien werden deze herhaaldelijk opgeroepen om de advocaten-generaal, door ziekte of andere dienstplichten verhinderd, te vervangen op de burgerlijke of de boetstraffelijke terechtzitting.

Een enkel cijfer, aan een schrijven van den heer procureur-generaal van Brussel ontleend, zal laten uitschijnen hoezeer het binnenwerk in het parket aangegroeid is. In 1877 bedroeg het getal der ingekomen stukken en dat der verzonden stukken onderscheidenlijk 19.926 en 20.641 ; in 1904 bereiken deze getallen 55.245 en 47,263 stukken, en in 1911 klimmen zij tot de overgrootte cijfers 68.443 en 90.098.

De regeering acht zich eveneens verplicht te bewilligen in het verzoek, door de heeren procureurs-generaal herhaaldelijk gedaan om eene nieuwe plaats van advocaat-generaal op te richten bij de Hoven van beroep te Luik en te Gent. Wanneer men er acht op geeft, dat het personeel dezer Hoven sedert 1884 onveranderd is gebleven, is reeds uit den aangroei der bevolking te begrijpen hoeveel zwaarder het aan dat personeel opgelegde werk moet zijn geworden.

Overigens, de cijfers bewijzen dat in burgerlijke zaken een beduidende progressie plaats heeft, en dat deze zeer groot is in beteugelende zaken. Om slechts tot twintig jaar herop te klimmen, in 1890-1891 werden, in het Hof van beroep te Luik, 285 burgerlijke zaken en 449 strafzaken behandeld, tegen 340 burgerlijke en 1,196 strafzaken in 1910-1911 ; in het Hof van beroep te Gent werd in 1890-1891 uitspraak gedaan in 123 burgerlijke zaken en 549 strafzaken tegen 179 burgerlijke zaken en 1,208 strafzaken in 1910-1911. Het kan niet anders of de natuurlijke loop der dingen zal tot een nieuwen zakenaangroei aanleiding geven. Het is een nu hooge, en dan weer zwakker vloed, die somtijds zelfs schijnt achteruit te gaan, maar die ten slotte toch steeds stijgende is en stijgende blijft. Men kan er zich van overtuigen door kennis te nemen van de volgende tabellen, die alleen op deze laatste tien jaren betrekking hebben.

HOF VAN BEROEP TE LUK.

Burgerlijke zaken.

JAREN.	Beslechte zaken.	Zaken waarvan mededeeling werd gedaan aan het openbaar ministerie.
1899-1900.	276	147
1900-1901.	302	168
1901-1902.	292	168
1902-1903.	294	164
1903-1904.	285	168
1904-1905.	292	163
1905-1906.	302	175
1906-1907.	327	193
1907-1908.	311	176
1908-1909.	310	185
1909-1910.	323	195
1910-1911.	340	219

Beteugelende zaken.

JAREN.	Nieuw ingebrachte zaken.	Beslechte zaken.	Arresten door de Kamer van inbeschuldigingstelling gewezen.	Door de Hoven van assisen beslechte zaken.
1899-1900	843	853	156	31
1900-1901	834	812	155	17
1901-1902	859	844	221	26
1902-1903	936	966	172	13
1903-1904	1,191	1,194	176	26
1904-1905	858	841	164	14
1905-1906	1,105	1,060	130	30
1906-1907	884	925	161	22
1907-1908	960	996	188	17
1908-1909	1,091	1,020	247	18
1909-1910	1,023	1,030	392	12
1910-1911	1,201	1,196	272	20

HOF VAN BEROEP TE GENT.

Burgerlijke zaken.

JAREN.	Beslechte zaken.	Zaken waarvan mededeeling werd gedaan aan het openbaar ministerie.
1899-1900.	134	65
1900-1901.	143	55
1901-1902.	142	103
1902-1903.	176	118
1903-1904.	182	107
1904-1905.	166	113
1905-1906.	215	152
1906-1907.	205	129
1907-1908.	187	121
1908-1909.	215	136
1909-1910.	191	121
1910-1911.	179	106

Beteugelende zaken.

JAREN.	Nieuw ingebrachte zaken.	Beslechte zaken.	Arresten door de Kamer van inbeschuldiging- stelling gewezen.	Door de Hoven van assisen beslechte zaken.
1899-1900	1,000	986	226	38
1900-1901	976	989	156	51
1901-1902	1,012	993	199	29
1902-1903	954	931	190	32
1903-1904	1,104	1,150	188	26
1904-1905	1,065	1,143	232	26
1905-1906	1,031	1,053	154	23
1906-1907	1,169	1,104	168	12
1907-1908	1,012	937	148	15
1908-1909	1,109	955	90	33
1909-1910	1,020	1,196	222	28
1910-1911	1,145	1,205	214	16

Gevolg gevende aan den wensch, uitgesproken door de Middensectie, die de Begrooting van het Departement van Justitie voor het dienstjaar 1912 onderzocht heeft, stelt de Regeering voor eene zesde kamer op te richten bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen.

Het oprichten dezer kamer vindt zijn rechtvaardiging in het steeds aangroeiend getal burgerlijke zaken, vóór deze rechtbank bepleit, en in een steeds grooter en grooter wordenden achterstand. Het cijfer der nieuwingebrachte boetstraffelijke zaken is van 3,571 in 1880-1881 gestegen; tot 4,649 in 1910-1911; het cijfer der nieuwingebrachte burgerlijke zaken van 789 in 1880-1881 tot 1,734 in 1910-1911. Wat den achterstand betreft, deze is, gedurende dezelfde spanne tijds, van 746 tot 1,157 boetstraffelijke zaken en van 260 tot 2,548 burgerlijke zaken geklommen.

Reeds heeft zich de wetgever met dezen toestand ingelaten. Om gemakkelijker eene tijdelijke kamer tot stand te kunnen brengen, werden bij de wet van 18 Augustus 1907, bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen, twee rechtersplaatsen opgericht; bij de wetten van 3 Augustus 1909 en 12 Augustus 1911 werd het personeel van het parket vermeerderd met een substituut-procureur des Konings.

Aldus bestaat er in de rechtbank te Antwerpen, met uitzondering van een ondervoorzitter en van twee plaatsvervangende rechters, het noodige personeel om eene volledige kamer samen te stellen.

Bij artikel 3 van het ontwerp, dat eene nieuwe kamer opricht, wordt dus alleen een feitelijke toestand bevestigd.

Bij aanneming van dat artikel zal het aan de rechtbank mogelijk zijn over de noodige middelen te beschikken om de afhandeling der zaken te verzekeren.

*
* *

Door artikel 4 van het ontwerp wordt het personeel van de rechtbank van eersten aanleg te Hoei vermeerderd met een rechter en een plaatsvervangenden rechter. Het cijfer en de belangrijkheid van de zaken die haar onderworpen worden wettigen de personeelsvermeerdering die in den loop der laatste jaren herhaaldelijk werd aangevraagd en die meer dan eens in de Kamer ter sprake is gekomen tijdens de behandeling van de Begrooting van Justitie.

De rechtbank van eersten aanleg te Hoei bestaat uit eene enkele kamer. Haar personeel bestaat uit een voorzitter, drie rechters, een procureur des Konings en een substituut-procureur des Konings. Zij neemt niet alleen van de burgerlijke en de beteugelende zaken kennis, maar ook van de handelszaken. Gedurende het jaar 1910 heeft de rechtbank te Hoei 427 boetstraffelijke vonnissen uitgesproken, 240 nieuwe burgerlijke zaken werden aanhangig gemaakt en de rechtbank heeft 180 burgerlijke vonnissen gewezen, 312 nieuwe zaken van koophandel werden op de rol geschreven en 226 vonnissen uitgesproken.

Het oprichten van eene plaats van rechter en van eene plaats van plaats-

vervangend rechter zal het de rechters, die thans met werk overladen zijn, mogelijk maken zich voor het houden van onderzoek en voor verschillende onderzoeksplichten door een nieuwen collega te laten bijstaan. Het zal het houden van bijkomende terechtzittingen, ter bestrijding van een, wat den goeden gang der zaken betreft, zorgwekkenden achterstand, vergemakkelijken.

Wat aangaat het parket der rechtbank van eersten aanleg te Luik, steeds is de aan dat parket opgelegde taak blijven aangroeien, vooral het binnenwerk, dat bestaat uit al de zaken die niet rechtstreeks met eene vervolging verbonden zijn. Deze zaken bereikten in 1911 het cijfer 3,110. Daar hij niet alleen in zulk een arbeid kon voorzien, is de heer procureur des Konings verplicht geweest den substituut die, in naam, aan de 4^e kamer verbonden is, te verbinden aan zijn kabinet. Dezes dienst in de 4^e kamer werd aan plaatsvervangende rechters toevertrouwd.

Daar zulke toestand niet kan blijven voortduren, is het dringend noodig eene nieuwe plaats van substituut-procureur des Konings bij de rechtbank te Luik op te richten.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Projet de loi augmentant le personnel du parquet des Cours de cassation et d'appel ainsi que le personnel des tribunaux de première instance d'Anvers, de Liège et de Huy.

Ontwerp van wet tot vermeerdering van het parket der Hoven van verbreking en van beroep, alsmede van het personeel van de rechtbanken van eersten aanleg te Antwerpen, te Luik en te Hoei.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 121 de la loi du 18 juin 1869 est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonctions du ministère public sont exercées à la Cour par un procureur général et trois avocats généraux. »

ART. 2.

Il est créé un nouveau siège d'avocat général à chacune des Cours d'appel de Bruxelles, de Gand et de Liège.

ART. 3.

Il est créé une sixième chambre au tribunal de première instance d'Anvers.

Le personnel de ce tribunal est augmenté d'un vice-président et de deux juges suppléants.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 121 der wet van 18 Juni 1869 is door de volgende bepaling vervangen :

« Het ambt van openbaar ministerie wordt bij het Hof waargenomen door een procureur-generaal en drie advocaten-generaal. »

ART. 2.

Eene nieuwe plaats van advocaat-generaal is opgericht bij ieder der Hoven van beroep te Brussel, Gent en Luik.

ART. 3.

Eene zesde kamer is opgericht bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen.

Het personeel van deze rechtbank is met één ondervoorzitter en twee plaatsvervangende rechters vermeerderd.

ART. 4.

Le personnel du tribunal de première instance de Huy est augmenté d'un juge et d'un juge suppléant; celui du tribunal de première instance de Liège, d'un substitut du procureur du Roi.

Donné à Antibes, le 11 mars 1912.

ART. 4.

Het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Hoei is vermeerderd met één rechter en één plaatsvervangend rechter; het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Luik, met één substituut-procureur des Konings.

Gegeven te Antibes, den 11^{en} Maart 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.
